PARIS Nord-Ouest

DECLARATION LIMINAIRE
DE LA CGT FINANCES
AU CHS-DI PARIS NORD-OUEST

Séance plénière du 9 novembre 2010

Madame la Présidente,

Ce CHS se tient dans un contexte social difficile. Un million et demi de femmes et d'hommes ont à nouveau manifesté le samedi 6 novembre contre cette réforme des retraites imposée par un gouvernement aux ordres du MEDEF. Une immense majorité de français continue à soutenir l'ensemble des organisations syndicales opposé à cette énième régression.

La surdité face au mouvement social s'est aussi propagée dans notre ministère puisque toutes les revendications portées par les agents restent sans réponse. Ces derniers voient leurs conditions de vie au travail se détériorer de jour en jour. Entre les suppressions constantes d'emplois depuis dix ans (3 127 emplois en moins en 2011 dans notre ministère), l'augmentation des cadences de travail , la dictature des indicateurs et la diminution sans précédent de leur espace de travail, nos collègues n'en peuvent plus.

Vous avez sorti de votre boite magique un document unique censé améliorer la situation des agents. Nous savons d'ores et déjà que ce « gadget » fait actuellement la preuve de son inadaptation face à une réalité critique ; dans les départements où il est mis en place les chefs de services eux même dénoncent ouvertement son inefficacité. Dans l'Eure, dans un document de travail de la DGFIP rendant compte des observations formulées par l'encadrement, il y est écrit :

- « rien n'est sorti du DUERP et le DOS ne répond pas aux attentes » ;
- « les gains de productivité sont surévalués » ;
- « manque de moyens humains » ;
- « dictature des objectifs qui génère du stress chez les cadres et les agents », etc…

Nous ne sommes donc pas dupes des limites du CHS car personne n'est entendu dans notre ministère hormis un pouvoir aveugle et sourd.

Les visites des futurs SIP relevant de notre compétence appellent de notre part et de celle des agents concernés plusieurs observations :

- aucune véritable concertation en matière d'organisation de l'espace de travail,
- des bureaux de taille de plus en plus réduite,
- des travaux menés à la hâte faisant totalement abstraction des règles de sécurité et de la santé des agents,
- une autorisation d'absence obtenue par les organisations syndicales mais accordée à un minimum de collègues,
- un ménage inconséquent et des bureaux sales, etc.

Cette réalité est à des années lumières de l'image d'Épinal que vous essayez de nous vendre à longueur de CHS.

Nous ferons tout de même des propositions de dépenses dans l'unique but d'essayer d'apporter des corrections, limitées certes, à votre calamiteux projet. Mais nous regrettons une fois de plus que l'hygiène et la sécurité soit à la remorque de toutes vos réformes et que la prévention des risques ne soit qu'un affichage de plus dans un ministère de plus en plus déshumanisé.